ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.092/2/V
DU 22 AOÛT 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Pensions, le 25 juillet 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Dans le chapitre Ier, à l'article 2, il est prévu que la loi en projet s'applique notamment à la police fédérale et à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, telles que ces notions sont définies à l'article 3, 5° et 6°.

Il s'avère cependant que les dispositions des chapitres II à VIII ne s'appliquent pas à la police fédérale ou à l'inspection générale.

En effet, c'est le chapitre IX de l'avant-projet qui contient une série de dispositions spécifiques applicables à la police fédérale et à l'inspection générale.

Il conviendrait dès lors de grouper les dispositions contenues dans les chapitres Ier à VIII dans un titre Ier intitulé « Financement des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales », étant précisé que doivent être revus en conséquence les articles 2 et 3.

Dans le titre II figureraient dès lors l'ensemble des dispositions applicables à la police fédérale et à l'inspection générale [1].

Dans un titre III figureraient d'autres dispositions modificatives, se trouvant actuellement dans le chapitre X.

Enfin, un titre IV, intitulé « Dispositions finales », rassemblerait les dispositions actuelles des chapitres XI et XII.

Vu ce qui précède, l'intitulé de l'avant-projet serait mieux rédigé comme suit :

« Avant-projet de loi assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ».

2. Il ne saurait être *a priori* exclu que le système de pension, tel qu'il est affecté par le présent avant-projet de loi, puisse dans les faits conduire à une certaine inégalité de traitement entre les pouvoirs publics cotisants. De telles différences de traitements ne seraient toutefois pas nécessairement à condamner, dans la mesure où elles pourraient trouver une justification dans l'équilibre financier général du système et à condition que le principe de proportionnalité serait respecté.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations particulières ci-après.

Observations particulières

Dispositif

Article 3

À la fin du point 2), c'est aux deux premiers alinéas du premier paragraphe de l'article 161 de la nouvelle loi communale qu'il convient de faire référence, pour tenir compte des modifications introduites par l'article 19 de la loi du 25 avril 2007 'relative aux pensions du secteur public'.

[1] Il s'agit de dispositions qui doivent toutes être présentées comme des dispositions modificatives de la loi du 6 mai 2002 'portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale'.

Article 4

1. Au paragraphe 1er, dans la version française, il convient de préciser, comme l'annonce le commentaire de l'article, que le fonds solidarisé de pension de l'ONSSAPL est un fonds budgétaire.

Le chapitre de l'avant-projet de loi consacré aux dispositions modificatives (actuel chapitre X) devra être complété en conséquence par une disposition complétant le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 'créant des fonds budgétaires', avec les mentions requises par l'article 1er, alinéa 1er, *in fine*, de cette dernière, à savoir l'« indication de la nature des recettes affectées et l'objet des dépenses autorisées ».

Ni le texte ni le commentaire de l'article ne se prononcent sur la nature du fonds d'amortissement de l'augmentation des taux de cotisations pension dont il est question au paragraphe 3. S'agit-il également d'un fonds budgétaire ou simplement d'une simple subdivision comptable du fonds budgétaire solidarisé de pension mentionné au paragraphe 1er ? Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de clarifier ce point. L'intitulé du chapitre devra, le cas échéant, être revu en conséquence.

2. En ce qui concerne le paragraphe 3, il est envoyé à l'observation générale 2.

Article 5

1. Au paragraphe 1er, il convient de réserver l'hypothèse visée au paragraphe 3 et donc de commencer le paragraphe 1er par les mots « Sous réserve du paragraphe 3… (la suite comme à l'avant-projet) ».

2. Conformément à l'article 161, § 1er, alinéa 3, de la nouvelle loi communale,

> « En ce qui concerne le régime de pension, les receveurs régionaux nommés à titre définitif sont affiliés de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

Dans la version française du point 6) de l'article 5, § 1er, il faut donc écrire « receveurs régionaux » au lieu de « comptables régionaux ».

3. La référence faite au paragraphe 9 dans le paragraphe 4 doit être remplacée par une référence au paragraphe 5.

4. Le paragraphe 4 manque singulièrement de clarté, aucun commentaire n'en est donné. Plusieurs interprétations sont possibles, dont certaines mettraient en question le principe d'égalité [2] entre les administrations qui les unes s'affilient volontairement au fonds solidarisé de pension et les autres qui refusent de s'affilier et qui seraient privées d'une partie des réserves leur revenant. Il revient à l'auteur de l'avant-projet de clarifier cette disposition.

Article 8

Il convient de revoir la correction des textes français et néerlandais ainsi que leur concordance.

Article 10

Au point 6), mieux vaudrait écrire « les montants destinés au financement des montants des pensions de retraite… (la suite comme à l'avant-projet) ».

Article 11

La cohérence du système prévu aux articles 11 et suivants de l'avant-projet n'apparaît pas, dès lors qu'en ce qui concerne les dépenses, celles-ci sont évaluées chaque année pour chacune des trois premières années civiles suivantes tandis qu'en ce qui concerne les cotisations, leur taux est calculé chaque année pour la troisième année civile suivante. Cette cohérence est d'autant moins évidente que le commentaire de l'article 11 prévoit que le taux de cotisation est définitivement fixé pour une période de trois ans, et non chaque année pour la troisième année civile suivante, et que le commentaire de l'article 16 va dans le même sens.

[2] Voir l'observation générale 2.

Articles 11 et 12

Dans l'article 11, alinéa 2, la référence au paragraphe 1er est erronée et semble devoir être remplacée par une référence à l'alinéa 1er.

Dans l'article 12, c'est la référence au « montant brut visé à l'article 11, alinéa 2 » qui est erronée.

Article 14

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, la référence à « l'article 18, § 2 » est incorrecte.

2. Pour le reste, il est renvoyé à l'observation générale 2.

Article 17

La communication visée à l'article ne renseigne pas l'employeur sur la possibilité de verser des avances et sur les conséquences de l'absence de tel versement, comme le prévoit cependant le commentaire de l'article.

Article 18

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

Article 22

Il semble y avoir une contradiction entre l'article 22 et l'article 18 dans la mesure où celui-ci fixe déjà le taux de la cotisation de base pour les années 2012 à 2016.

Article 23

L'article 23 manque de clarté. Celui-ci est sans doute du à l'inexactitude des références faites dans le second alinéa du paragraphe 1er à l'alinéa 1er et, à la fin de l'alinéa 1er, du paragraphe 2, à l'alinéa 2.

Article 25*bis*

1. Il ne faut jamais introduire dans la numérotation initiale des articles « …*bis* », ce type de numérotation étant réservé aux articles ensuite insérés entre des articles existants [3].

2. Cet article n'a pas sa place dans un chapitre intitulé « Dispositions applicables en cas de restructuration », de sorte qu'il y a lieu d'y consacrer un nouveau chapitre à insérer à la suite de l'article 26.

3. Au début du paragraphe 6, il faut écrire : « La contribution de régularisation prévue au paragraphe 1er est due … ».

Article 26

À première vue, il semble qu'au paragraphe 1er, alinéas 1er et 3 et au paragraphe 2, l'auteur de l'avant-projet ait perdu de vue les cotisations et contributions dues en application des articles 18, 22 et 25*bis* [4].

Article 28

Aux paragraphes 1er et 2, alinéa 2, il conviendrait de préciser dans un souci de sécurité juridique les dates auxquelles doivent être prises les décisions des administrations provinciales et locales ainsi que la communication de ces décisions à l'ONSSAPL.

Article 31

À l'alinéa 1er, il faut sans doute lire « l'article 26, § 1er » et non « l'article 26, § 2 ».

---

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 53.

[4] Voir cependant l'observation formulée sous l'article 22.

Article 33

1. Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire que l'article 3 de la loi du 6 mai 2006 'portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale' a été modifié par la loi du 12 janvier 2006.

2. Au k), il y aura lieu, le moment venu, de préciser la date de la loi en projet à laquelle il est renvoyé.

Article 39

Il faut mentionner dans la phrase liminaire la modification résultant de l'arrêté royal du 18 octobre 2004.

Article 40

La section de législation se demande si, vu sa portée générale, il se justifie de remplacer l'article 1er de la loi du 5 août 1968 'établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé' par les dispositions plus spécifiques en projet à l'article 40, ce qui revient à abroger l'article 1er dans sa rédaction actuelle. Le commentaire de l'article dans l'exposé des motifs ne comporte aucune explication sur ce point.

Article 41

Il y lieu de remplacer la référence faite aux articles 37 et 35 par une référence à l'article 40.

Article 42

Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire que l'article 1er de la loi du 9 juillet 1969 'modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public' a été remplacé par la loi du 25 avril 2007.

L'article 43 doit être omis car faisant double emploi avec l'article 42, point 1).

Article 44

Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire que l'article 12 de la loi du 9 juillet 1969 a été remplacé par la loi du 25 avril 2007. Il faut aussi viser plus exactement le paragraphe 3, 13°, de cet article 12.

Articles 45 à 53

Ces articles doivent être soigneusement revus, notamment pour mentionner toutes les modifications encore en vigueur antérieurement apportées aux dispositions à modifier ou abroger. Comme le suggèrent quelques observations précédentes, le projet est en effet déficient à cet égard.

Article 53

Il y lieu de scinder cet article en deux articles distincts, l'un relatif aux dispositions abrogatoires et l'autre, aux dispositions transitoires.

Article 54

Mieux vaut écrire :

« La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2012 ».

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PREMIER PRÉSIDENT

C. GIGOT R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.092/2/V
VAN 22 AUGUSTUS 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 25 juli 2011 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In hoofdstuk I, artikel 2 staat dat de ontworpen wet onder meer van toepassing is op de federale politie en op de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie zoals die begrippen gedefinieerd worden in artikel 3, 5° en 6°.

De bepalingen van de hoofdstukken II tot VIII blijken evenwel niet van toepassing te zijn op de federale politie of de algemene inspectie.

Hoofdstuk IX van het voorontwerp daarentegen bevat een reeks specifieke bepalingen die van toepassing zijn op de federale politie en de algemene inspectie.

Bijgevolg behoren de bepalingen vervat in de hoofdstukken I tot VIII samengebracht te worden in een titel I met als opschrift “Financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten”, met dien verstande dat de artikelen 2 en 3 dienovereenkomstig herzien moeten worden.

In titel II zouden dan alle bepalingen komen die van toepassing zijn op de federale politie en op de algemene inspectie[1].

In een titel III zouden andere wijzigingsbepalingen wordenondergebracht, die thans deel uitmaken van hoofdstuk X.

En ten slotte zouden de huidige bepalingen van de hoofdstukken XI en XII worden samengebracht in een titel IV, met als opschrift “Slotbepalingen”.

Gelet op het bovenstaande zou het beter zijn het opschrift van het voorontwerp te stellen als volgt:

“Voorontwerp van wet tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen”.

2. Er valt niet *a priori* uit te sluiten dat de pensioenregeling, zoals daarin bij het voorliggende voorontwerp van wet wordt ingegrepen, in de praktijk kan leiden tot een ongelijke behandeling van de bijdragebetalende overheidsdiensten. Zulke verschillen in behandeling hoeven evenwel niet noodzakelijk veroordeeld te worden, voor zover ze verantwoord zouden kunnen worden in het licht van het algemene financiële evenwicht van de regeling en op voorwaarde dat het evenredigheidsbeginsel in acht wordt genomen.

Onder dat voorbehoud worden de hiernavolgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

[1] Het gaat om bepalingen die alle de vorm moeten aannemen van bepalingen tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3

Aan het einde van punt 2) moet verwezen worden naar de eerste twee leden van paragraaf 1 van artikel 161 van de nieuwe gemeentewet om rekening te houden met de wijzigingen ingevoerd bij artikel 19 van de wet van 25 april 2007 ‘betreffende de pensioenen van de openbare sector’.

Artikel 4

1. In paragraaf 1 van de Franse tekst behoort gepreciseerd te worden dat, zoals in de commentaar bij het artikel te lezen staat, het gesolidariseerd pensioenfonds van de RSZPPO een begrotingsfonds is.

Het hoofdstuk van het voorontwerp van wet dat gewijd is aan de wijzigingsbepalingen (huidig hoofdstuk X) moet dienovereenkomstig aangevuld worden met een bepaling waarmee de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 ‘houdende oprichting van begrotingsfondsen’ aangevuld wordt met de vermeldingen vereist bij artikel 1, eerste lid, *in fine*, van laatstgenoemde wet, namelijk de “vermelding van de aard van de toegewezen ontvangsten en het voorwerp van de gemachtigde uitgaven”.

Noch in het artikel zelf, noch in de commentaar daarbij wordt gewag gemaakt van de aard van het fonds voor de amortisatie van de verhoging van de pensioenbijdragevoeten, waarvan sprake in paragraaf 3. Gaat het ook om een begrotingsfonds of eenvoudigweg om een gewone boekhoudkundige onderverdeling van het gesolidariseerd pensioenfonds genoemd in paragraaf 1? De steller van het voorontwerp moet zulks verduidelijken. Het opschrift van het hoofdstuk moet in voorkomend geval dienovereenkomstig worden herzien.

2. Wat paragraaf 3 betreft wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

Artikel 5

1. In paragraaf 1 moet een voorbehoud worden gemaakt voor het geval bedoeld in paragraaf 3; paragraaf 1 moet bijgevolg beginnen met de woorden “Onder voorbehoud van paragraaf 3 zijn … voorts zoals in het voorontwerp”.

2. De Franse versie van artikel 161, § 1, derde lid, van de nieuwe gemeentewet luidt als volgt:

> “En ce qui concerne le régime de pension, les receveurs régionaux nommés à titre définitif sont affiliés de plein droit à l’Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales”.

In de Franse versie van artikel 5, § 1, punt 6), schrijve men derhalve “receveurs régionaux“ in plaats van “comptables régionaux”.

3. De verwijzing, in paragraaf 4, naar paragraaf 9 moet vervangen worden door een verwijzing naar paragraaf 5.

4. Paragraaf 4 is bijzonder onduidelijk en er wordt geen enkele toelichting bij gegeven. Hij kan op verscheidene manieren worden geïnterpreteerd; bij sommige van die interpretaties zou het beginsel op de helling komen te staan van de gelijkheid[2] van de overheidsbesturen, tussen deze die zich vrijwillig aansluiten bij het gesolidariseerd pensioenfonds en de andere, die tussen deze die weigeren zich aan te sluiten, met als gevolg dat hun een deel van de reserves die hun toekomen zal worden ontzegd. De steller van het voorontwerp moet deze bepaling verduidelijken.

Artikel 8

De juistheid van de Franse en de Nederlandse tekst en hun onderlinge overeenstemming behoren te worden nagezien.

[2] Zie algemene opmerking 2.

Artikel 10

Het zou beter zijn in punt 6) te schrijven: “de bedragen bestemd voor de financiering van de bedragen van de rustpensioenen toegekend met toepassing van artikel 30, tweede lid;”.

Artikel 11

De samenhang van de regeling waarin de artikelen 11 en volgende van het voorontwerp voorzien, is niet duidelijk, aangezien de uitgaven ieder jaar geraamd worden voor elk van de eerstvolgende drie kalenderjaren, terwijl het bijdragepercentage ieder jaar berekend wordt voor het derde daaropvolgende kalenderjaar. Die samenhang is des te meer zoek, daar in de commentaar bij artikel 11 staat dat het bijdragepercentage definitief vastgesteld wordt voor een periode van drie jaar, en niet ieder jaar voor het derde daaropvolgende kalenderjaar, en de commentaar bij artikel 16 een soortgelijke strekking heeft.

Artikelen 11 en 12

In artikel 11, tweede lid, is de verwijzing naar de eerste paragraaf onjuist. Naar het zich laat aanzien dient ze te worden vervangen door een verwijzing naar het eerste lid.

In artikel 12 is de verwijzing naar het “op basis van het in artikel 11, twee[de] lid, bedoelde brutobedrag” onjuist.

Artikel 14

1. In paragraaf 1, eerste lid, is de verwijzing naar “artikel 18[,] § 2”, onjuist.

2. Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking 2.

Artikel 17

De mededeling bedoeld in het artikel informeert de werkgever niet over de mogelijkheid om voorschotten te storten en over de gevolgen indien er niet gestort wordt, zoals nochtans bepaald wordt in de commentaar op het artikel.

Artikel 18

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking 2.

Artikel 22

Het laat zich aanzien dat er een contradictie bestaat tussen artikel 22 en artikel 18 in zoverre dat artikel de basisbijdragevoet voor de jaren 2012 tot 2016 reeds vaststelt.

Artikel 23

Artikel 23 is onvoldoende duidelijk. Vermoedelijk is dit te wijten aan de onnauwkeurigheid van de verwijzingen die in het tweede lid van paragraaf 1worden gemaakt naar het eerste lid, en de verwijzingen die op het einde van het eerste lid van paragraaf 2 worden gemaakt naar het tweede lid.

Artikel 25*bis*

1. In een initiële nummering der artikelen moet nooit met "…*bis*" worden gewerkt, omdat dat soort nummering uitsluitend bestemd is voor artikelen die later tussen bestaande artikelen worden ingevoegd[3].

2. Dit artikel hoort niet thuis in een hoofdstuk met als opschrift "Toepasselijke bepalingen in geval van herstructurering". Daar moet een nieuw hoofdstuk aan worden gewijd, in te voegen in aansluiting aan artikel 26.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 53.

3. In het begin van paragraaf 6 schrijve men: “De regularisatiebijdrage bedoeld in paragraaf 1 is verschuldigd …”.

Artikel 26

Op het eerste gezicht laat het zich aanzien dat de steller van het voorontwerp in paragraaf 1, eerste en derde lid, en in paragraaf 2 de met toepassing van de artikelen 18, 22 en 25*bis* verschuldigde bijdragen over het hoofd heeft gezien[4].

Artikel 28

In paragraaf 1 en in paragraaf 2, tweede lid, zou ter wille van de rechtszekerheid melding moeten worden gemaakt van de data waarop de beslissingen van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten moeten worden genomen en van de mededeling van deze beslissingen aan de RSZPPO.

Artikel 31

In het eerste lid leze men vermoedelijk “artikel 26, § 1” in plaats van “artikel 26, § 2”.

Artikel 33

1. In de inleidende zin dient te worden vermeld dat artikel 3 van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid gewijzigd is bij de wet van 12 januari 2006.

2. In onderdeel k) dient te zijner tijd de datum te worden vermeld van de ontworpen wet waarnaar wordt verwezen.

[4] Zie evenwel de opmerking bij artikel 22.

Artikel 39

In de inleidende zin dient de wijziging die is voortgekomen uit het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 te worden vermeld.

Artikel 40

Gelet op de algemene reikwijdte van artikel 1 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privésector, vraagt de afdeling Wetgeving zich af of er reden is om dat artikel te vervangen door de meer specifieke ontworpen bepalingen in artikel 40, wat erop neerkomt dat artikel 1 in zijn huidige lezing wordt opgeheven. De commentaar op het artikel in de memorie van toelichting bevat daaromtrent geen enkele uitleg.

Artikel 41

De verwijzing naar de artikelen 37 en 35 dient te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 40.

Artikel 42

In de inleidende zin dient te worden vermeld dat artikel 1 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en ter aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector vervangen is bij de wet van 25 april 2007.

Artikel 43 dient te worden weggelaten omdat het een onnodige herhaling is van artikel 42, punt 1).

Artikel 44

In de inleidende zin dient te worden vermeld dat artikel 12 van de wet van 9 juli 1969 vervangen is bij de wet van 25 april 2007. Tevens moet bepaaldelijk worden verwezen naar paragraaf 3, 13°, van dat artikel 12.

Artikelen 45 tot 53

Deze artikelen dienen zorgvuldig te worden herzien, inzonderheid om alle nog geldende wijzigingen te vermelden die in het verleden zijn aangebracht in de te wijzigen of op te heffen bepalingen. Zoals enkele voorafgaande opmerkingen in overweging geven, blijft het ontwerp in dat opzicht immers in gebreke.

Artikel 53

Dit artikel moet in twee onderscheiden artikelen worden opgesplitst, het ene betreffende de opheffingsbepalingen en het andere betreffende de overgangsbepalingen.

Artikel 54

Men schrijve: “Deze wet treedt in werking op 1 januari 2012”.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE EERSTE VOORZITTER

C. GIGOT R. ANDERSEN